

**> POINT DE VUE**

# Elargir la loi Renault!

**T**out le monde aura déjà compris que la fermeture de Caterpillar a des conséquences dramatiques pour le personnel. Mais il est beaucoup moins question des conséquences tout aussi dramatiques pour les travailleurs des sous-traitants. En effet, dans le secteur du transport et de la logistique, le personnel des firmes Yusen et Eutraco est tout aussi lourdement touché. Si cette fermeture a révélé une chose, c'est bien que la loi Renault est insuffisante. Il est dès lors urgent d'élargir le champ d'application de cette loi aux sous-traitants. N'est-il pas normal de réclamer pour le personnel des sous-traitants les mêmes droits que pour les travailleurs de l'entreprise qui ferme ses portes? N'est-il pas légitime d'exiger d'une multinationale qui met la clé sous le paillason qu'elle prenne ses responsabilités, y compris à l'égard du personnel de ses sous-traitants?

L'UBT demande donc que la FGTB continue à poser cette revendication. Pour nous, il ne peut être question de passer tout simplement à l'ordre du jour au moment où cette multinationale ferme ses portes et quitte la Belgique. Nous devons éviter que le personnel des sous-traitants soit abandonné au bord de la route lorsque demain, un nouveau drame se produit.

**Faux départ de la concertation sectorielle...**

C'est du moins le cas dans le secteur de l'assistance dans les aéroports. A l'ouverture des négociations, les patrons nous ont servi un cahier de revendications qui soulève toute une série de questions. Plus particulièrement concernant la manière dont ils imputent le coût d'un éventuel accord sur la marge salariale maximale de 1,1 %. Ils y incluent également le coût des éléments à négocier en dehors de la marge, ainsi que celui des mesures visant à rapprocher les statuts des ouvriers et des employés.

Les employeurs de l'assistance dans les aéroports semblent ignorer que la charge de travail dans les aéroports est déjà extrêmement grande, que la flexibilité n'est plus tenable, que les conditions de travail sont très difficiles... Si les patrons optent pour cette approche agressive, ils rencontreront des difficultés sur le tarmac!

Nous constatons d'ailleurs la même attitude patronale dans d'autres commissions paritaires. Si l'objectif des patrons était d'annoncer la couleur, ils se trompent lourdement. En effet, l'UBT veut des accords substantiels, des accords avec un contenu, pas des coquilles vides!

**Les conducteurs d'autocar réclament le droit à un sommeil réparateur**

C'est la période des vacances de ski. Beaucoup de Belges partent, souvent en autocar. Ils ignorent cependant que bon nombre de conducteurs, une fois arrivés à destination, n'ont pas les moyens de se reposer convenablement. Parfois, ils n'ont même pas de chambre ou bien ils doivent en partager une avec un collègue ou un moniteur de

ski qui ronfle ou encore on les met dans un local qui sert aussi de lingerie. Souvent, ils ne peuvent faire qu'un petit somme. Ce manque de sommeil a pour conséquence que le conducteur ne reprend pas toujours le volant frais et dispos. Il y a en effet des compagnies d'autocar qui réservent une chambre d'hôtel qui répond à un certain nombre de conditions minimales. L'UBT réclame donc une CCT qui règle ce problème une bonne fois pour toutes pour tous les conducteurs d'autocar. Pas demain ni après-demain, mais aujourd'hui, et sans autres conditions. On ne transige pas avec la sécurité des passagers et des conducteurs! J'appelle par conséquent les employeurs de la fédération patronale FBAA à prendre leurs responsabilités avant qu'un accident arrive avec un chauffeur fatigué.

**Ben Weyts préfère Uber aux syndicats**

La concertation avec les syndicats est un terme qui est absent du dictionnaire de ministre ultranationaliste flamand Ben Weyts. En effet, cette excellence flamande veut réformer la législation flamande sur les taxis sans connaître les syndicats des chauffeurs de taxi.

En revanche, il discute avec les employeurs du GTL. Et se concertent même avec Uber, une entreprise dont le modèle commercial est basé sur le non-respect de la loi. Weyts discute donc avec une entreprise qui fraude le fisc, méprise les chauffeurs, trompe les clients, bafoue la législation,... mais refuse de nous recevoir.

La raison est simple: ce ministre flamand entend ouvrir la porte toute grande aux Uber de ce monde. Uber ne souhaite pas respecter la loi, donc ... adaptons la loi! Le ministre pense sans aucun doute faire preuve d'intelligence en écartant des témoins gênants. Il devrait savoir qu'il va ainsi au-devant de gros ennuis dans le secteur des taxis. Les chauffeurs de taxi ne sont en effet pas prêts à payer la facture qui leur est présentée par un super capitaliste américain désireux de démanteler complètement leurs conditions de travail qui ne sont déjà pas parmi les meilleures.

Réécrire la législation sur les taxis sans tenir compte des préoccupations des taximen, c'est créer des problèmes. Que le ministre ne manquera pas d'avoir s'il persiste et signe. Ceci n'est pas une menace, c'est une promesse!

**Frank Moreels**  
Président**Changement d'adresse du Zeevisseersfonds/Previs**

Chers membres,  
Le «Zeevisseersfonds» (Fonds de la pêche maritime) / Previs est obligé de déménager à la suite des travaux de démolition des dépôts de la Criée flamande.

A partir du 14 mars 2017, la nouvelle adresse du Zeevisseersfonds/Previs est la suivante: Vijverstraat 47 boîte 3 à 8400 Oostende, au rondpoint Kennedy! Les numéros de téléphone et de fax ainsi que l'adresse e-mail restent les mêmes!

## L'UBT participe à la Journée internationale des femmes du 8 mars!

En 2017, l'ITF a placé cette journée sous le signe des efforts déployés par le Comité des femmes de l'ITF en vue d'obtenir une convention de l'Organisation internationale du travail contre les violences commises sur le lieu de travail à l'égard des femmes et des hommes occupés dans le secteur du transport.



## Journée d'étude Bus & Cars

L'UBT a organisé le 6 mars dernier une journée d'étude dans le but d'examiner les évolutions dans le secteur des autobus et des autocars. L'introduction donnée par Frank Moreels, président de l'UBT, a été suivie par un exposé de Joris Vandembroucke (président du groupe socialiste au Parlement flamand).

Steven Steyaert, propagandiste Bus & Cars, a ensuite exposé le contenu des cahiers revendicatifs sectoriels. Plus de 30 délégués de l'UBT ont participé aux débats.

**Action de solidarité de l'ETF/ITF organisée par le Front commun syndical des ports de Belgique devant l'ambassade d'Espagne à Bruxelles.**

Les travailleurs portuaires espagnols et leurs organisations syndicales sont impliqués dans une dispute avec le gouvernement espagnol concernant le maintien de leur statut et de leurs conditions de travail et de salaire.

La Commission européenne avait ouvert en 2013 une procédure d'infraction contre l'Espagne, obligeant ce pays à adapter sa législation relative au travail portuaire à la réglementation européenne. De plus, le pays avait été condamné en 2014 par le Cour de justice de l'Union européenne à Luxembourg.

**Conseil fédéral des militants (COFEMI) de samedi 11 mars 2017**  
Les militants écoutent attentivement l'exposé sur l'actualité politique.